



## MESSAGES CONJOINTS DES ONGS - CONFÉRENCE DU YÉMEN, 26 FÉVRIER 2019

Genève, le 26 février 2019

Depuis l'escalade du conflit au Yémen il y a près de quatre ans, les besoins humanitaires se sont considérablement accrus, 24 millions de personnes, soit 80 % de la population, qui ont ainsi besoin de l'aide humanitaire en 2019<sup>1</sup>. Cela représente une augmentation de 2 millions de personnes, soit 10 %, en seulement 12 mois, due à l'effondrement presque total de l'économie du Yémen, aux conflits dans tout le pays, aux violations du droit international, ainsi qu'à la destruction des infrastructures civiles, notamment des écoles et des hôpitaux, et au refus d'accès aux services de base, qui contribuent aux décès par maladies évitables et à l'augmentation significative du nombre de familles déplacées et de violences liées au genre.

Aujourd'hui, le Yémen est plus proche de la famine que jamais auparavant. 15,9 millions de personnes, soit plus de 50 % de la population, souffrent d'une grave insécurité alimentaire, malgré l'aide alimentaire humanitaire en cours<sup>2</sup>. Selon les estimations actuelles, environ 25 millions de personnes vivent dans des conditions proches de la famine<sup>3</sup>.

- 3,3 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, dont 76% de femmes et d'enfants ; et ce nombre devrait passer à 3,9 millions en 2019<sup>4</sup>.
- 7 millions de personnes souffrent de malnutrition, dont 2 millions d'enfants, soit un enfant sur cinq<sup>5</sup>, et plus d'un million de femmes allaitantes et enceintes<sup>6</sup>.
- 400'000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère (MAS) et on estime que 85'000 enfants seraient déjà morts de malnutrition<sup>7</sup> ou d'autres maladies traitables depuis le début du conflit.

- 16 millions de personnes ont besoin d'une assistance en eau, hygiène et assainissement et de soins de santé de base.
- 4,1 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ou ont besoin d'une aide en matière d'éducation.
- 3 millions de femmes et de filles yéménites sont exposées aux violences liées au genre<sup>8</sup> et le taux de mariages forcés et précoces a triplé depuis 2015<sup>9</sup>.
- Les acteurs humanitaires n'ont régulièrement pas accès à 7,5 de Yéménites selon l'ONU<sup>10</sup>.

Nous, organisations humanitaires nationales et internationales au Yémen, travaillons sans relâche pour répondre à ces besoins malgré les problèmes de sécurité, les restrictions d'accès et autres obstacles bureaucratiques. Collectivement, nous travaillons dans 19 gouvernorats et, chaque année, nous touchons des millions de personnes, femmes et enfants. Pourtant, nous sommes constamment confrontés à l'ampleur des souffrances humaines et la réponse humanitaire à l'échelle est un véritable défi, alors que tant de personnes ont besoin d'une aide absolue. Avant la tenue de la Conférence des donateurs sur le Yémen de 2019, en plus de demander des niveaux de financement suffisants pour mettre en œuvre le Plan d'intervention humanitaire des Nations Unies au Yémen pour cette année, nous demandons aux bailleurs de :

- Veiller à ce qu'une large part des bailleurs augmente leur financement du Plan d'intervention humanitaire afin de garantir une réponse responsable fondée sur des principes. Il est essentiel d'avoir un groupe de bailleurs plus engagés à la table des décisions concernant la réponse humanitaire au Yémen.
- Réexaminer les modalités et les conditions des financements, y compris la nécessité d'une flexibilité accrue et des financements à long terme, pour permettre aux organisations humanitaires de mieux répondre à cette crise humanitaire tout en contournant les obstacles bureaucratiques prohibitifs et les défis en matière de sécurité.
- Accroître les financements de secteurs spécifiques tels que la protection, la santé reproductive et la santé mentale, les services de soutien psychosocial, les services de lutte contre les violences liées au genre et l'éducation. Investir dans ces secteurs est susceptible de réduire les effets néfastes à long terme du conflit sur la population yéménite, en particulier les femmes et les enfants.

<sup>1</sup> UN : « Overview of the Humanitarian Needs in Yemen »

<sup>2</sup> Yemen: Acute Food Insecurity Situation December 2018 - January 2019, disponible sur : <http://www.ipcinfo.org/ipc-countryanalysis/details-map/en/c/1151858/>

<sup>3</sup> Ce qui signifie qu'ils appartiennent à la catégorie 5 IPC.

<sup>4</sup> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GHO2019.pdf>

<sup>5</sup> Nutrition Cluster Data

<sup>6</sup> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GHO2019.pdf>

<sup>7</sup> Save PR

- Investir dans le relèvement rapide et le développement dans les zones qui ne sont pas directement touchées par le conflit afin de renforcer la résilience du peuple yéménite et de lui permettre de retrouver ses moyens de subsistance et de reprendre une vie normale. Outre l'accent mis sur les zones touchées par le conflit, les bailleurs doivent faire preuve de créativité pour soutenir les autres régions qui sont moins touchées par le conflit, mais qui connaissent également l'insécurité, l'instabilité politique, une faible gouvernance, et un accès limité aux ressources et services.
- Utiliser leur influence auprès des autorités nationales à Sana'a et Aden pour négocier les accès et supprimer les restrictions imposées à la communauté humanitaire. Bien que les difficultés d'accès aient été difficiles à surmonter, les ONG ont été en mesure de sauver de nombreuses vies dans de vastes régions du pays et demeurent les principaux acteurs sur le terrain. Les bailleurs ne doivent pas cesser de nous financer en raison de problèmes d'accès ; nous avons au contraire besoin de votre soutien pour surmonter ces obstacles et c'est pourquoi nous les signalons.

En tant qu'organisations internationales travaillant sur le terrain, nous pensons que l'argent seul n'est pas la solution à la crise au Yémen, qui a été décrite comme « la pire crise humanitaire de notre temps ». Nous exhortons les bailleurs et la communauté internationale à appuyer les mesures qui protègent les civils, à demander des comptes pour les violations et le mépris du droit humanitaire, ainsi que la tenue de négociations de paix, et à faire pression sur leurs alliés pour trouver une solution politique pacifique au conflit au Yémen. **Si seule la paix peut mettre un terme aux souffrances du peuple yéménite, l'aide humanitaire ne doit pas dépendre du processus de paix.** Le chemin vers la paix au Yémen est long ; malgré de nombreux pas en avant, les populations souffrent toujours. L'aide humanitaire et l'aide au relèvement rapide resteront nécessaires pendant de nombreuses années encore pour réparer les dégâts causés par des années de guerre ; la communauté internationale ne doit pas perdre de temps et continuer à répondre de manière durable et globale aux besoins du peuple yéménite.

<sup>8</sup> UNFPA Humanitarian Response Plan in Yemen 2018, disponible sur : <https://yemen.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/UNFPA%20Yemen%202018%20Response%20brochure%20-%20English%20-%20printed%20final.compressed.pdf>

<sup>9</sup> Female respondents aged 15 to 49 years in six governorates. UNICEF, Falling through the cracks. The Children of Yemen, 2017.

<sup>10</sup> Famine Action Mechanism Workshop, Amman, January 24, 2019.

## A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» en France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg, et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, **Broken Chair** symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.